

# Pour toutes et tous, nous exigeons la justice sociale !

La précarité est un axe central du combat que mène le capitalisme pour imposer ses logiques prédatrices et inégalitaires au bénéfice des plus riches. Elle est la finalité des politiques économiques menées par tous les gouvernements de la planète. Le but est de livrer pieds et mains liés la population des travailleurs et des travailleuses à la bourgeoisie et au patronat pour servir docilement les intérêts prédateurs de ces derniers. Dépouillée de ses droits sociaux et garanties, la majorité de la population n'a d'autre perspective que l'obéissance au système pour pouvoir survivre. C'est tout le sens de la réforme France Travail avec l'obligation faite aux allocataires du RSA de travailler 15 à 20 heures par semaine sous peine de perdre leur maigre allocation. La précarité est donc un enjeu majeur de combat pour le mouvement social.

De fait la précarité est protéiforme. Elle habite les murs de l'entreprise mais également en dehors. Elle s'attaque tant au travail qu'aux conditions de vie des travailleurs-euses. Dans l'entreprise, la fragmentation des divers statuts et formes de contrats de travail comme l'inversion de la hiérarchie des normes dans un contexte de casse des collectifs de travail ou encore la généralisation de la sous-traitance a déstabilisé et précarisé fortement le monde du travail que ce soit dans le privé comme dans le public. L'auto-entrepreneuriat est devenu le nouvel esclavage dans l'espoir de pouvoir s'en sortir. La faiblesse des salaires et des allocations contraint les classes populaires à arbitrer entre se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, se cultiver. D'autant plus dans le contexte d'explosion des loyers et des coûts de l'énergie. Sans oublier les personnes migrantes, pour la plupart sans papiers et sans titre, qui dans l'attente d'un sésame incertain se voient contraintes d'accepter les emplois les plus dégradés et mal payés.

Les attaques sont constantes, d'autant plus s'agissant de ces publics parmi les plus fragiles. Menaces de radiations de Pole Emploi, menaces de perte du RSA dont plus du tiers n'est même pas sollicité, réformes successives de l'assurance chômage qui détruisent les droits déjà bien faibles des chômeurs et chômeuses et réduisent les périodes d'indemnisation au nom du soit disant plein emploi. Un plein emploi précaire qui ne permet pas de vivre décemment.

Les luttes sont nombreuses quoique éparpillées. Bien que la précarité fut l'un des enjeux du récent conflit des retraites, les autres dossiers de la précarité ont été invisibilisés. Ainsi de la loi Kasbarian qui criminalise les locataires défaillants, les squatteurs de logements vides et attaque le droit de grève. Ou les premières expérimentations du RSA conditionné au travail. Des grèves des sans papiers pour régulariser leur situation. Ou encore de l'application de la dernière réforme de l'assurance chômage et de son principe de contracyclicité auquel sont opposés l'ensemble des syndicats. Sur ces dossiers la mobilisation de masse ne fut hélas pas au rendez-vous.

Mais rien n'est perdu ! Alors que les nouvelles négociations relatives à l'assurance chômage démarrent cet automne et que parallèlement se poursuit le chantier France Travail qui en regroupant l'ensemble des acteurs des politiques de l'emploi dans le but d'obliger les chômeurs-euses et allocataires RSA à accepter n'importe quel emploi quelles qu'en soient les conditions, contre la loi immigration qui entend faire de la chair à canon économique nombre de personnes réfugiées du moins les plus « rentables », il est donc indispensable que le mouvement social et en premier lieu les syndicats de salarié-es aient leurs mobilisations unitaires contre ces projets funestes. Et ce sans négliger l'ensemble des autres sujets de précarité comme par exemple le logement qui en est une des principales causes. Sans logement pas de vie sociale !

Pour la défense des droits des plus démunis-es, engageons toutes et tous la bataille contre la précarité du travail et de vie. Sans redistribution des richesses, sans justice sociale, aucune paix sociale !

Venons débattre **des luttes à mener** contre les projets qui imposent la précarité de vie comme seul horizon, pour une assurance chômage protectrice, un service public de l'emploi qui serve les intérêts des travailleurs-euses et pas ceux du patronat, pour un RSA fortement revalorisé et qui demeure un droit inconditionnel...

## le 28 septembre à 18h à la Bourse du travail / Paris salle Hénaff

*signataires : AC, APEIS, MNCP, CNTPEP CGT, SUD Emploi, CGT Pole Emploi, Union syndicale Solidaires, FSU, Stop précarité.*

*Avec le soutien d'ATTAC, DAL, FTCT, CRLDHT (Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie), Réseau Féministe « Ruptures ».*